



EXTRAIT

Du Registre des délibérations du Conseil Communautaire

DELIBERATION N° 07/2018 – 3

OBJET : HABITAT - LOGEMENT

Plan Partenarial de Gestion de la Demande de Logement Social et d'Information des Demandeurs : lancement de la procédure d'élaboration et modalités d'association des communes membres et des bailleurs sociaux

L'An deux mille dix-huit et le onze du mois de juillet (11.07.2018) à 19 heures, le Conseil Communautaire de la Communauté de Communes Terres des Confluences, convoqué le 5 juillet 2018, s'est assemblé à la salle des fêtes de Montesquieu, sous la présidence de Monsieur Bernard GARGUY, Président de la Communauté de Communes.

CONSEILLERS PRESENTS :

M. GARGUY Bernard, Président
M. BESIERS Jean-Philippe, 1^{er} Vice-Président
M. HENRYOT Jean-Michel, 2^{ème} Vice-Président
M. BRIOIS Dominique, 3^{ème} Vice-Président
M. CAPAYROU Joël, 4^{ème} Vice-Président
Mme FORNERIS Dominique, 5^{ème} Vice-Présidente
Mme FEAU Annie, 6^{ème} Vice-Présidente
Mme VISSIERES-DELVOLVE Marie-Thérèse, 7^{ème} Vice-Président
M. BENCE Jean-Marie, 8^{ème} Vice-Président
Mme DELZERS Monique, 9^{ème} Vice-Présidente
M. GIAVARINI Jean-Claude, 10^{ème} Vice-Président
M. LANNES Serge, 12^{ème} Vice-Président

Mme ROBIN Nathalie - M. REMIA Alex - Mme BAJON-ARNAL Jeanine - M. KOZLOWSKI Éric - M. PONS Michel - Mme TRESSSENS Christiane - M. ANGLES André - Mme GAMBARA Corinne - M. CASSIGNOL Michel - M. ANDRAL Maurice - Mme MAERTEN Fabienne - M. HENRYOT Jean-Luc - Mme VALETTE Muriel - M. FONTANIE Pierre - M. CHARLES Patrice - M. JAUBERT Jacques - M. DUPUY Guy - M. LAFONT Hubert - M. GERARDIN Frédéric - M. SAMAIN Hugues - Mme BERGE Marie-Luce - M. BRAS Jacques - M. DIRAT Gilberte - M. PREVEDELLO Xavier

CONSEILLERS REPRESENTES :

Mme HURREAU-SAUVET Nadia
Mme CARDONA Muriel
Mme CAMPOURCY Véronique
M. IMBERT Jean-Paul
M. BENECH Robert
Mme GARRIGUES Maïté
Mme BAULU Maryse
M. GUILLAMAT Pierre
DELVOLVE
Mme CASTRO Marie
M. DELLAC Patrick
M. DESCAZEUX Robert
M. DESQUINES Philippe
M. FEGNE Jean

a donné procuration à M. M. PONS
a donné procuration à M. S. LANNES
a donné procuration à M. E. KOZLOWSKI
a donné procuration à Mme J. BAJON-ARNAL
a donné procuration à M. JP. BESIERS
a donné procuration à Mme M. VALETTE
a donné procuration à M. HENRYOT Jean-Luc
a donné procuration à Mme MT. VISSIERES-

a donné procuration à M. B. GARGUY
a donné procuration à M. H. SAMAIN
est remplacé par M. C. VIGNAUX, conseiller suppléant
a donné procuration à M. F. GERARDIN
est remplacé par M. M. MASSON, conseiller suppléant

ABSENTS EXCUSES :

Mme ROLLET Colette, 11^{ème} Vice-Présidente
M. VALLES Gérard

ABSENTS NON EXCUSES :

M. CALVI Daniel
M. GARRIGUES Jean-Claude

En conformité à l'article L.5211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, il a été procédé par voie de scrutin à l'élection d'un Secrétaire pris dans le sein de l'Assemblée, Mr Xavier PREVEDELLO ayant obtenu la majorité des suffrages, a été délégué pour remplir ces fonctions qu'il a acceptées.

La Loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR) de 2014 et la loi Egalité et Citoyenneté de 2017 réforment les politiques d'attributions en matière de logement social et les découloisonnement. Elles replacent les EPCI au centre en matière d'attribution et pour les politiques de peuplement.

La loi Egalité et Citoyenneté vient élargir les obligations aux EPCI (Article L441-1 du code de la construction et habitation) lorsqu'ils sont tenus de se doter d'un programme local de l'habitat (PLH) en application du dernier alinéa du IV de l'article L. 302-1 du code de la construction et de l'habitation ou ayant la compétence en matière d'habitat et au moins un quartier prioritaire de la politique de la ville et obligation de mixité sociale.

Plusieurs mesures doivent ainsi être mises en place par la Communauté de Communes, en tant qu'EPCI tenu de se doter d'un PLH, compétent en habitat et ayant 2 quartiers prioritaires au titre de la politique de la ville :

D'une part, la Communauté de Communes doit définir une politique intercommunale des attributions, et d'autre part, élaborer un plan partenarial de gestion de la demande et d'information des demandeurs (PPGDID).

Le PPGDID doit simplifier les démarches des demandeurs, faciliter l'accès à l'information du public, rendre plus transparentes les étapes de l'instruction de la demande, favoriser l'examen des situations les plus complexes et favoriser le partage des informations relatives à la demande et à son parcours entre les différents partenaires.

Il définit les orientations destinées à :

- Assurer une gestion partagée des demandes de logement social ;
- Satisfaire le droit à l'information du demandeur ;
- Mettre en place un service d'information et d'accueil du demandeur ;
- Mettre en place des dispositifs expérimentaux (optionnels)

Ces orientations sont élaborées par l'EPCI en association avec :

- Les communes membres ;
- Un représentant des organismes bailleurs et des sociétés d'économie mixte de construction et de gestion de logements sociaux ;
- Un représentant d'Action Logement.

Les orientations sont déclinées en actions en associant l'État, les réservataires, les bailleurs sociaux, le gestionnaire du fichier partagé départemental et le cas échéant, l'ADIL et les agence d'urbanisme.

Sa mise en œuvre se traduit par des conventions signées entre l'EPCI et les partenaires associés

Le contenu du plan partenarial est le suivant :

- Les modalités locales d'enregistrement de la demande, de répartition territoriale des guichets,
- Les indicateurs retenus pour estimer le délai moyen d'attente d'une attribution par type de logement et secteur géographique,
- Les modalités pour assurer l'information du demandeur :
 - Le délai maximal pour recevoir les demandeurs reçu après enregistrement de sa demande,
 - Les règles communes relatives au contenu des informations délivrées aux demandeurs,
 - Les conditions dans lesquelles les demandeurs disposeront d'informations spécifiques à la Communauté de Communes (procédures, processus d'attribution, critères de priorité, caractéristiques et localisation du parc social, indicateur pour estimer le délai moyen d'attente, liste des lieux d'accueil)
- Les conditions de création, d'organisation et fonctionnement d'un service d'information et d'accueil des demandeurs,

Les fonctions assurées par le dispositif de gestion partagée de la demande, les modalités de son pilotage et le calendrier de signature de la convention relative à la mise en commun des demandes,

- Les modalités de qualification du parc social,
- La liste des situations des demandeurs justifiant un examen particulier,
- Les moyens permettant de favoriser les mutations internes au sein du parc social,
- Les conditions de réalisation des diagnostics sociaux et de mobilisation des dispositifs d'accompagnement social.

La procédure d'élaboration du plan est la suivante :

- L'EPCI délibère pour engager la procédure d'élaboration, en associant les communes, l'État et les bailleurs sociaux. C'est l'objet de la présente délibération.
- Dans un délai de 3 mois à compter de la transmission de cette délibération, le Préfet communique à l'EPCI les objectifs à prendre en compte sur son territoire en matière de gestion de la demande de logement social et d'information des demandeurs.
- Sur proposition des bailleurs sociaux présents sur le territoire, le président de l'EPCI désigne le représentant des bailleurs sociaux associé à l'élaboration du plan.
- Les bailleurs sociaux et les communes de l'EPCI transmettent à l'EPCI les informations nécessaires à l'élaboration du plan et, le cas échéant, toute proposition sur son contenu.
- Transmission du projet pour avis aux communes membres et partenaires (avis réputé favorable sous 2 mois)
- Par ailleurs, le projet de plan est transmis au Préfet de département, qui peut demander, dans un délai de deux mois suivant sa saisine, des modifications pour répondre aux objectifs qu'il avait fixé à ce plan au moment du lancement de son élaboration. Si les demandes de modifications motivées du Préfet ne sont pas satisfaites, le plan ne peut être adopté.
- À l'issue de cette phase d'élaboration, le plan est adopté par délibération de l'EPCI.

Les modalités de mise en œuvre et de suivi du plan sont les suivantes :

La mise en œuvre du plan est prévue sur une durée de 6 ans.

Sa gouvernance est assurée par la Conférence Intercommunale du Logement.

Il doit faire l'objet de conventions signées entre la Communauté de Communes, les organismes bailleurs, l'Etat et les autres réservataires de logements sociaux, le cas échéant avec d'autres personnes morales intéressées.

A mi-parcours et à l'issue des 6 années, le plan devra être évalué en associant l'Etat et les personnes morales associées à son élaboration et au vu des résultats, révisé le cas échéant.

Cette évaluation devra être rendue publique. Au moins une fois par an, et après avis de la Conférence Intercommunale du Logement, la Communauté de Communes devra délibérer sur la mise en œuvre du plan et si nécessaire sur les ajustements à y apporter ainsi que sur la mise en œuvre des conventions signées entre l'EPCI et ses partenaires du plan.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation ;

Vu la loi ALUR du 24 mars 2014 ;

Vu la loi n° 2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'Egalité et à la Citoyenneté ;

Vu le décret n°2014-1750 du 30 décembre 2014 classant les quartiers du Sarlac et du Centre de Ville de Moissac comme quartiers prioritaires de la politique de la ville ;

Vu l'arrêté préfectoral n°AP 82-2017-03-10-003 du 10 mars 2017 relatif au seuil de ressources des demandeurs de logement social du 1^{er} quartile ;

Vu l'arrêté préfectoral n° AP 82-2018-04-24-006 du 24 avril 2018 relatif au seuil de ressources des demandeurs de logement social du 1er quartil ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 82-2016-09-09-001 portant création de la communauté « Terres des Confluences » par fusion de la Communauté de Communes Terres de Confluences et de la Communauté de Communes Sère-Garonne-Gimone et extension du périmètre fusionné aux communes de Saint-Porquier et La Ville-Dieu-du-Temple au 1er janvier 2017 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 82-2016-11-29-003 en date du 29 novembre 2016 complétant l'arrêté préfectoral n° 82-2016-09-09-001 susvisé ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 8220171219002 portant modification des statuts de la Communauté de Communes du 19 décembre 2017 ;

Vu l'avis favorable de la commission communautaire Habitat et Logement du 14 septembre 2017 et du 21 mars 2018 ;

Vu l'avis favorable du bureau communautaire du 3 juillet 2018 ;

Considérant l'obligation d'élaborer un Plan Partenarial de Gestion de la Demande de Logement Social et d'Information des Demandeurs ;

DISPOSITIF DE LA DELIBERATION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré :

- **approuve** le lancement de la procédure l'élaboration du Plan Partenarial de Gestion de la Demande (PPGDID) de Logement Social et d'Information des Demandeurs en associant à ce travail les communes, bailleurs, services de l'Etat et tous les autres partenaires concernés ;
- **autorise** le Président ou son représentant à signer tous les documents afférents à ce dossier.

Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que celui-ci peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de sa :

Transmission en Sous-Préfecture le : 12/07/2018

Publication le : 12/07/2018

Notification le : B6

AU REGISTRE SONT LES SIGNATURES
POUR COPIE CONFORME AU REGISTRE
DES DELIBERATIONS

LE PRESIDENT,

B. GARGUY



Membres en exercice :53
Présents :38
Votants :49
Adoptée à 48 voix pour
1 abstention (M. M. MASSON)